

FRANÇAIS·E·S – IMMIGRÉ·E·S

MÊME MACRON MÊME COMBAT!

Texte et premiers signataires de l'appel unitaire contre la loi Darmanin et l'immigration jetable

NOUS REFUSONS LE NOUVEAU PROJET DE LOI ASILE ET IMMIGRATION

Le nouveau projet de loi Asile & Immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrant·e·s. Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des OQTF et des IRTF, dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de Centre et Locaux de Rétention Administrative.

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant·e·s sont déshumanisé·e·s et considéré·e·s uniquement comme de la main-d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits « en tension ». Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux étranger·e·s, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints. Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique... Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...). Les droits des étranger·e·s sont de plus en plus précarisés.

L'ATTAQUE S'INSCRIT DANS L'AGENDA GLOBAL DU GOUVERNEMENT : CHÔMAGE, RETRAITES, LOGEMENT, SANTÉ...

En 2006 déjà, nous étions uni·e·s contre l'immigration jetable, nous appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle était adoptée, accentuerait encore le fait que les étranger·e·s en France sont considéré·e·s comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir. Il est de la responsabilité de nos organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir. Nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le territoire dans les prochaines semaines.

PREMIERS SIGNATAIRES : Association Bagagérée, Association française des juristes démocrates, Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) Attac France, CGT, La Cimade, CNT-Solidarité Ouvrière, CTSPV (Collectif des Travailleurs Sans-Papiers de Vitry), collectif Vigilance pour les droits des étrangers Paris 12eme, Coordination des sans-papiers paris CSP75, FASTI, FEMMES DE LA TERRE, FSU, Groupe Accueil et Solidarité, Marche des Solidarités, Médecins du Monde, Pantin solidaire, Paris d'Exil, Solidarités Asie France (SAF), Syndicat de la Magistrature, Syndicat des Avocats de France, Tous Migrants Briançon, Tous Migrants 73, Union syndicale Solidaires

**FAISONS MONTER
LA MOBILISATION
EN PUISSANCE!**



AGENDA NATIONAL

SAMEDI 18 FÉVRIER | 14h métro Porte Dorée | **Manifestation contre la répression, l'enfermement et les expulsions** pour dénoncer les Centres de Rétention Administrative et la loi Darmanin (Appel commun Bordeaux, Nantes, Lyon, Paris, Toulouse, Lille, Calais, Marseille)

SAMEDI 4 MARS | Premières mobilisations partout en France contre la loi Darmanin! «Uni.es contre l'immigration jetable. Pour une politique migratoire d'accueil»

SAMEDI 25 MARS | À l'occasion de la journée internationale contre le racisme, **manifestations régionales contre la loi Darmanin**

AGENDA PARIS

MERCREDI 8 FÉVRIER | Réunion d'information sur la loi Darmanin, 19h à la Flèche d'Or, 102 Bis, rue de Bagnole, 75020

VENDREDI 10 FÉVRIER : **Assemblée de mobilisation contre la loi Darmanin**, 18h à la Bourse du travail Salle Ambroise-Croizat, 3, rue du Château-d'Eau, 75010



BLOG <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites>
FACEBOOK marchesolidarites
TWITTER MSolidarites

COMPRENDRE LA LOI DARMANIN

POUR MIEUX LA COMBATTRE

Dans la même logique que la récente « réforme » de l'assurance chômage, que la volonté de lier l'attribution du RSA à une activité ou que le projet de « réforme » des retraites, le nouveau titre de séjour prévu par Gérald Darmanin correspond à la volonté d'imposer aux salarié-e-s les conditions de salaires et de travail dégradées exigées par les patrons des secteurs dits « en tension » pour pouvoir ensuite les généraliser. Car ce nouveau titre de séjour aura au moins deux aspects aggravant les titres de séjour actuels :

- il liera le titre de séjour à l'emploi dans des secteurs et des zones géographiques déterminés comme « en tension » mais qui sont en réalité des secteurs à haute exploitation
- la durée, la validité et le renouvellement de ce titre de séjour dépendra d'une décision – gouvernementale, patronale ? – et du maintien de la caractérisation « en tension »

CRIMINALISATION DES ÉTRANGER-E-S

- Couverture des violences policières : la loi Darmanin veut donner aux policiers et gendarmes le droit de prendre les empreintes des étranger-e-s « sans le consentement de l'intéressé »
- Des nouveaux critères de refus et de retrait des cartes de séjour 1 an, 4 ans et 10 ans
- Un véritable régime de traque et de criminalisation du statut d'immigré-e : multiplication des centres de rétention, assignation à résidence, inscription des étranger-e-s sans-papiers à qui aura été délivrée une OQTF au fichier des personnes recherchées
- La double peine : pour les étranger-e-s – avec ou sans papiers, toute condamnation pénale sera doublée d'une menace d'expulsion

UNE ATTAQUE CONTRE TOU-TE-S LES TRAVAILLEUR-SE-S

Sur toute le territoire métropolitain, 1 travailleur-se sur 10 est immigré-e.

POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS



CONTRE LA LOI IMMIGRATION DE DARMANIN

En Île-de-France, c'est 1 travailleur-se sur 4 ! En s'attaquant à ces millions de travailleur-se-s, Macron et son gouvernement s'attaque à tou-te-s les travailleuses et les travailleurs.

QUELLE SOCIÉTÉ VOULONS-NOUS ?

Cela fait maintenant des décennies qu'on nous répète « qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». À tel point que c'est devenu un lieu commun. Mais depuis 25 ans la France a doublé sa production de richesses. Est-ce que sa population a doublé ? A-t-on accueilli des millions d'étranger-e-s ? Est-ce que les salaires ont été multiplié par deux ? Est-ce qu'on a divisé par deux le temps de travail ? Non.

La pauvreté a augmenté. Et la fortune des 500 personnes les plus riches a été multipliée par 7 dans le même temps ! Cet argument disant qu'il n'y aurait pas assez de ressources pour accueillir plus d'étranger-e-s, lorsqu'il s'impose comme une évidence, peut être utilisé pour justifier qu'il n'y a pas assez de ressources pour les retraites, pour l'hôpital, pour le logement pour tou-te-s, etc. Et cette société qui crée de plus en plus d'inégalités – sociales et en droits – est aussi une société où l'État devient de plus en plus raciste et sécuritaire. Faire échec à la loi Darmanin sur l'immigration est un enjeu pour toutes et tous. Il s'agit de se battre pour un autre avenir, une autre société, un autre monde que celui de la pauvreté, des murs, de la guerre et du racisme.